

Jacques Chirac :

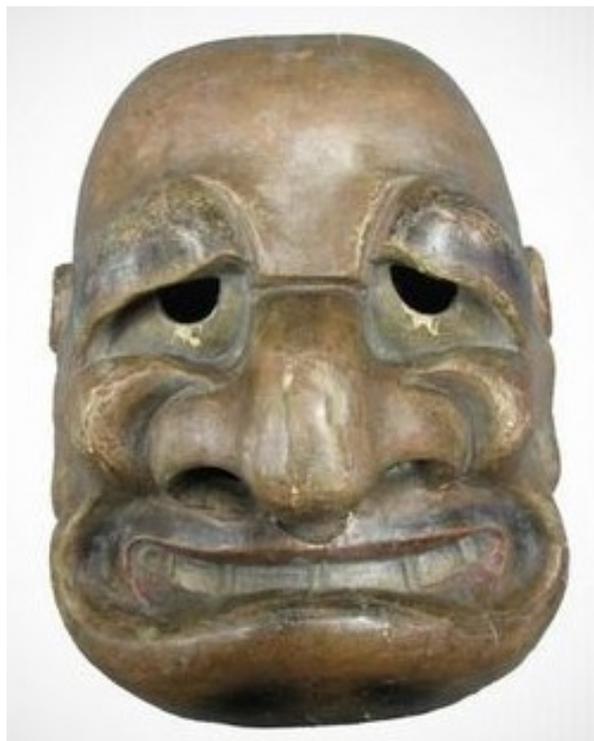
Les enseignants ont un devoir de mémoire.

Suite au décès de l'ancien président de la République, c'est un flot d'éloges et de glorifications qui a ruisselé de nos TV et de nos hebdomadaires.

A croire que les français ne retiennent de lui que la sympathique marionnette des guignols.

Passé le temps de l'hommage national vient celui d'exercer notre devoir de mémoire : Pour nous, en tant que fonctionnaires et enseignants que retenir des passages au pouvoir de M.Chirac ?

Quels ont été les impacts des politiques mises en place par ses différents Ministres de l'Education Nationale ?



Malgré ses promesses de campagne sur la fracture sociale, l'accession de Chirac à la présidence de la République se fait sous l'égide des réductions budgétaires et de la rigueur. C'est l'inauguration du Gel du salaire des fonctionnaires, des attaques des régimes des retraites et des réductions d'effectifs et des privatisations

Lorsqu'il était Ministre de l'Education Nationale, Luc Ferry a résumé en une phrase le programme éducatif des gouvernements successifs de la chiraquie : « faire plus avec moins ».

Au moins la moitié de cet objectif a été atteint, faire avec MOINS :

Réduction des budgets, taille sévère dans les effectifs, atteintes à la liberté pédagogique des enseignants, abaissement des ambitions scolaires et éducatives, augmentation de l'âge du départ à la retraite et du temps de travail, décentralisation, mutualisation, cadeaux au privé, accroissement de la pres-

sion managériale, « restructuration » désastreuse de l'éducation prioritaire...

Les années Chirac ont été jalonnées par d'incessantes mobilisations enseignantes, étudiantes et lycéennes qui ont été le théâtre d'actions de répression et de déstabilisations policières de la part de l'exécutif.

On se souvient aussi des manifestations de 2003 contre la réforme des retraites et le gouvernement Raffarin.

M.Chirac s'est toujours retranché derrière ses premiers Ministres et Ministres pour dérouler sa politique libérale au rouleau compresseur; Ministres qui lui ont servi de fusibles lorsque les mobilisations l'y ont contraint.

Petit récapitulatif au fil de l'exercice des différents Ministres RPR / UMP de l'Education Nationale.

Monory

20 mars 1986 au 12 mai 1988

Gouvernement Chirac (cohabitation)

Réforme de l'enseignement supérieur (loi Devaquet), des milliers d'étudiants dans les rues.. Répression menée par le tandem Pasqua/Pandraud et leurs « voltigeurs » armés de battes de baseball. Mort de Malik Ousseki.

Volonté d'instaurer un échelon hiérarchique supplémentaire avec les « maîtres directeurs »



Bayrou :

29 mars 1993 au 4 juin 1997

Gouvernements Balladur et Juppé



Dès son arrivée, il tente de supprimer la loi Falloux et de déréglementer le financement des écoles privées. Un million de personnes dans les rues l'obligent à reculer.

Du côté des moyens, les années Chirac/Bayrou furent aussi celles des premières vaches maigres pour l'école. Pour la première fois depuis 1981, les budgets de l'éducation vont régresser en volume sous son autorité puisque les crédits n'ont augmenté en moyenne que de 1,15% par an, soit quasiment deux fois moins vite que l'inflation.

Pire, Bayrou fut le premier ministre de l'éducation à supprimer massivement des postes d'enseignants, à hauteur de 5000 pour la seule année 1997. Il inaugura ainsi la vague de suppressions de postes que la droite n'a cessé d'amplifier depuis.

Chirac/Bayrou ont également à leur actif l'explosion de l'emploi précaire parmi les enseignants et la mise au chômage de 50 000 maîtres auxiliaires. Cette explosion de précarité obligera ensuite la gauche à bâtir une grande loi de résorption de l'emploi précaire public.

Ferry :

7 mai 2002 au 31 mars 2004

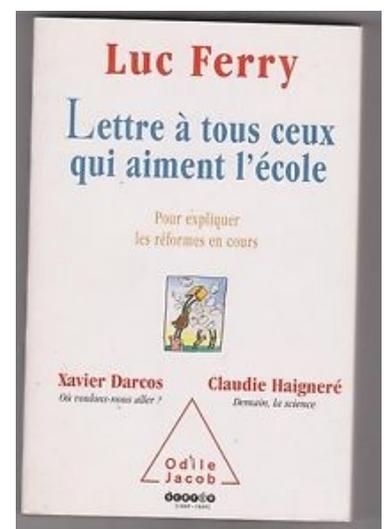
gouvernement Raffarin

Dans son livre-programme « Lettre à ceux qui aiment l'école » il asséna sa propre réflexion, d'autorité à la fois académique et ministérielle, à l'ensemble des enseignants.

Dix mois auront suffi à Luc Ferry pour fédérer l'ensemble des syndicats de personnels enseignants et non enseignants de l'Éducation nationale. Contre le projet de décentralisation de 110000 personnels non enseignants de l'Éducation nationale aux collectivités territoriales (conseillers d'orientation, psychologues, assistantes sociales, médecins et personnels « techniciens et ouvriers de service »)

Ferry c'est aussi le gel d'une partie des crédits de fonctionnement des établissements, de restrictions portant sur le budget 2003. 5000 suppressions de postes, réduction des budgets de fonctionnement.

En 2003, 5 600 surveillants et 20 000 aides-éducateurs en fin de contrat seront remplacés par... 16 000 « assistants d'éducation ». Des collectifs se créent partout en France dès le mois de novembre ; les syndicats votent contre le projet. Rien n'y fait : Luc Ferry passe « en force » et maintient la nécessité de dégraisser les effectifs.





**RAFFARIN : Réforme des retraites
Et... dans la foulée, suppression
d'un jour férié**

Conduite par François Fillon, alors ministre des Affaires sociales, la réforme du régime des retraites ne s'est pas laissée ébranler par des mobilisations longues et massives (entre un et deux millions de personnes le 13 mai 2003).

Le gouvernement refuse de négocier et la mobilisation syndicale décroît . Au terme d'un très long débat à l'Assemblée nationale, la loi réformant les retraites est finalement adoptée en juillet 2003, puis promulguée en août.



**Fillon
31 mars 2004 au 31 mai 2005
Gouvernement Raffarin**

- socle commun de connaissances,
- Note de vie scolaire
- Un contrat personnel de réussite
- Des bourses au mérite
- Trois heures de soutien pour les professeurs des écoles
- Une suppression du deuxième enseignement de détermination en seconde
- Un partenariat école-commissariat.
- Suppression du conseil national des programmes
- Rattachement des IUFM à l'université
- Tentative de réforme du bac. réduction du nombre de matières à l'examen.



La loi Fillon sur l'éducation a provoqué un mouvement de protestation en France entre décembre 2004 et avril 2005, notamment de la part de lycéens.

Robien :

2 juin 2005 au 18 mai 2007

Gouvernement Villepin

Mise en œuvre de la loi Fillon

« méritocratie » : par le développement des bourses et des dispositifs de tutorat.

Politique ZEP Resserrement et réduction avec les RAR.

Allongement de une à trois heures hebdomadaires le temps de travail de certains enseignants, sans contrepartie financière, et donnant la possibilité aux chefs d'établissement de les contraindre à enseigner deux matières (bivalence).

Assouplissement de la carte scolaire.

Régressions pédagogiques. Polémiques sur les méthodes de lecture. « Réhabilitation » de la leçon de grammaire ou du calcul mental.

Suppression des MAD (enseignants mis à disposition d'associations ... USEP, FOL, OCCE...).

En réveillant la vieille querelle des méthodes de lecture, le ministre a dangereusement exposé les PE à toutes les polémiques.

Manifestation contre le CPE (contrat première embauche)



**ET
VOILA
LE
TRAVAIL !**

**MERCI
CHIRAC !**

FSU₀₄